

semblable à celui qu'aurait exercé l'université nationale proposée par Washington. Et, comme couronnement à ce type unique d'écoles, il faudrait, comme bien l'on pense, un bureau d'Education dans la capitale de la Confédération.

Le conférencier, qui n'est autre que le Dr Harper, ajoute que, pour améliorer au Canada le système scolaire, il ne faudrait pas hésiter à recourir au besoin au pouvoir central, "even to look to the federal executive for amelioration." Dans l'exposé de sa thèse, il est allé encore plus loin. Il laisse poindre ses préférences pour l'union législative des provinces et paraît désirer la destruction du pacte fédératif de 1867. Sous sa plume se trouve le mot "révolution", révolution d'où sortirait, comme une rose de son bouton, l'école de son rêve.

"La constitution, dit-il, que nous a donnée l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, contient en elle-même les éléments nécessaires à la formation de la nation, mais ces éléments ne contiennent pas de base sur laquelle on peut fonder une école nationale. L'école nationale ne peut être que le résultat d'une révolution."

Toutefois la "révolution" que l'écrivain signale comme remède à l'état présent de la Confédération semble assez éloignée, même dans sa pensée, et il s'en console à l'avance en disant: "Mais nous pouvons avoir au moins en matière d'enseignement un point de convergence, comme cela existe aux Etats-Unis. Nous pouvons avoir à Ottawa un conseil consultatif central qui, sans avoir aucune fonction